

Introduction

DE QUOI HOLLANDE EST-IL LE NOM ?

« La crise du sens doit être constatée sans illusions, mais aussi sans l'illusion que cette crise aurait éliminé pour toujours le problème du sens. »

Claudio MAGRIS, *L'Anneau de Claris*¹

« La gauche nouvelle est déjà arrivée ! » Le cri du beaujolais nouveau a beaucoup servi. C'est pourtant celui qu'entonne un quintette de jeunes socialistes, à l'automne 1985, pour saluer l'arrivée de la gauche nouvelle. Leur livre, qui s'intitule *La gauche bouge*², est certes d'une lecture moins gouleyante qu'un brouilly. Mais il a l'enthousiasme promis par le point d'exclamation et la certitude tranquille du « déjà ». Le quintette signe « Jean-François Trans », allusion à sa démarche « transcourants » au sein du PS, et compte un brillant soliste : François Hollande.

Trente ans plus tard, ce dernier préside la République et met en œuvre la gauche nouvelle annoncée, après avoir enterré l'ancienne gauche socialiste. À ses côtés,

1. L'Esprit des péninsules, 2003.

2. Jean-Claude Lattès, 1985.

deux membres du quintette : Jean-Pierre Jouyet au secrétariat général de l'Élysée, Michel Sapin au ministère des Finances. Jean-Michel Gaillard est décédé, mais l'avocat Jean-Pierre Mignard, cinquième élément, n'est jamais loin.

Le héros de cette équipée, convenons-en, tient davantage du antihéros. François Hollande est considéré, au mieux, comme un ambitieux sans conviction, au pire, comme un imbécile heureux en destin. Il est tantôt l'homme de la synthèse creuse, l'embrouilleur de contraires, tantôt le culbuto comique, le simplet qui bégaie des banalités. C'est à peine forcer le trait, tant il suscite de mépris. Il en plaisante avec une jubilation non dissimulée : « Je n'ai jamais douté de moi. Ma capacité de résilience, de résistance à tout, est la meilleure preuve de ma confiance. »

Les cuistres citeront Nietzsche : « Ce qui ne me tue pas me rend plus fort. » François Hollande ne cite jamais Nietzsche, et très rarement les grands penseurs. Les cuistres n'aiment pas Hollande. Mais il sait, pour avoir observé les déboires de Nicolas Sarkozy, que nos temps postmodernes sont d'une férocité insensée, sans raison continue, basculant en un instant de l'admiration à la détestation, et inversement. Aujourd'hui, constate Virginie Despentes, « lancer un lynchage médiatique est plus facile que faire décoller un buzz positif... L'époque plébiscite la brutalité¹ ».

Il faut également convenir que notre antihéros apparaît lésé d'un antibilan. Il avait juré d'inverser la courbe du chômage en 2013, elle est deux ans plus tard toujours orientée à la hausse. Il avait promis une Europe moins austère, les Français continuent de se serrer la

1. Virginie Despentes, *Vernon Subutex 1*, Grasset, 2015.

ceinture pour complaire à Bruxelles. Il avait dénoncé la montée du populisme et de l'intolérance, ils ne se sont jamais aussi bien portés...

Une fois, au long des journées sanglantes de janvier 2015, François Hollande a semblé rencontrer les faveurs de la nation et des commentateurs. Mais la démonstration de son sang-froid, et l'organisation place de la République d'un défilé de monarques démocrates en défense de l'égalité et de la liberté, suffisent-elles à fourbir un bilan ? Ainsi formulé, assurément non. Nous pensons cependant – et tenterons de démontrer – que l'action de François Hollande à l'Élysée est plus consistante qu'il n'y paraît aujourd'hui, et qu'elle peut même le conduire à être réélu en 2017.

Il convient d'analyser son action à l'aune du rythme politique de la V^e République, calée sur une présidentielle quinquennale qui surplombe tous les autres scrutins, mais aussi du rythme de l'économie. Il faudra également tenir compte de la foi présidentielle dans l'inéluctabilité des cycles (après la récession vient le beau temps). Enfin – et surtout –, l'analyse devra rompre avec la frénésie ambiante, le commentaire journalier des cotes sondagières, le jugement-zapping façon « Nouvelle Star » – ou « Reine d'un jour », pour les plus vieux.

Notre propos n'est pas d'établir avant terme le bilan du président Hollande. Il est de raconter pourquoi et comment est advenue cette gauche nouvelle qui enterre le socialisme, et avec lui tout un pan de l'histoire de France. Cela ne s'est pas fait d'un coup ni déroulé selon un plan linéaire. Le dessein en avait été conçu dès *La gauche bouge*. François Hollande, au fond, n'a jamais été « socialiste » au sens français classique du terme, pas plus que François Mitterrand. Et c'est dans la fidélité à ses convictions de toujours qu'il enterre aujourd'hui ce socialisme.

Le cheminement a été laborieux, heurté, souvent contrarié, jalonné d'avancées et de reculs. Mais le temps de la présidence, loin de ces « tournants » si souvent décrits, peut se lire comme l'accélération progressive et continue d'une mutation : la transformation de la gauche, de sa pensée et sa pratique, l'enterrement du socialisme au profit d'un social-libéralisme assumé, dans les actes sinon dans les mots, adapté à une société postmoderne et une économie mondialisée.

C'est ainsi que la fin du socialisme aura été prononcée par l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste. Et que la politique française bascule dans la postmodernité avec le plus classique des présidents de la République.

Pour raconter cette histoire, nous sommes allés à la rencontre d'hommes et de femmes – surtout des hommes, machisme politique français oblige –, car la politique est faite de chair. Nous plongerons dans le passé, parce que les querelles les plus actuelles ne sont pas les plus nouvelles. Nous parlerons souvent d'économie et d'Europe, moins d'éducation ou d'environnement, car la transformation de la gauche s'est naturellement opérée sur ses terrains les plus sensibles. Et nous brassons beaucoup d'idées, parce que nous croyons, avec le politologue Marcel Gauchet, que « la politique reste une affaire d'idées ». Les idées sont « l'outil indispensable pour s'orienter et se donner une prise sur le réel », et nous sommes convaincus avec lui que « le vide en matière d'idées de la scène politique officielle est ressenti cruellement par les citoyens¹ ».

Nous ne nous prononcerons pas, enfin, sur le bien-fondé de cette mutation. Les journalistes n'ont pas à

1. Marcel Gauchet, « Droite, gauche : la déliquescence », *Le Débat*, n° 181, septembre-octobre 2014.

jouer les maîtres-penseurs ou les directeurs d'opinion, à prétendre distinguer le bien du mal. Notre rôle est simplement de constater et analyser les faits, donner à penser aux lecteurs et citoyens – libre à eux, ensuite, d'en faire ce qu'ils veulent.

Enfin, avouons-le d'emblée, cette histoire sera souvent teintée de nostalgie. François Hollande a confié un jour à l'historien Jacques Julliard : « Les gouvernements de gauche commencent en général en fanfare et finissent dans la débandade. Je voudrais faire l'inverse¹. » Il n'y aura pas de fanfare à l'enterrement du socialisme et de l'exception française. La mutation postmoderne que nous vivons naît de la disparition des grandes croyances et des grands héros, socialistes ou non, et cela incline moins à la joie qu'à la tristesse. Si fanfare il y a, à la fin, elle jouera un air mélancolique.

1. *Le Monde*, 20 janvier 2013.

1

LE SOCIAL-TRAÎTRE

*« L'union de la gauche est une plaisanterie...
Je vois la possibilité de lutter contre la droite
et contre la vieille gauche, la fausse gauche,
mais cela, certainement pas en acceptant
d'être avec eux pour les élections. »*

Jean-Paul SARTRE¹

Tout a commencé au Bourget, le dimanche 22 janvier 2012. C'est du moins ainsi que se raconte désormais l'histoire.

Vingt-cinq mille personnes se pressent sous un hangar, au nord de Paris. Dans les premiers rangs ont pris place Arnaud Montebourg et Ségolène Royal, Lionel Jospin et Gérard Darmon, Valérie Trierweiler et Benjamin Biolay. Sur scène, pieds nus, Yannick Noah chante « Donne-moi une vie, un espoir, une envie ». Puis à 15 h 11 exactement, après un long bain de foule qui l'a mené du fond de la salle vers la scène, François Hollande se lance : « Mes chers amis, je suis venu vous parler de la France, et donc de la République... »

1. En 1974, dans *Libération*. Cité par Michel Winock, *François Mitterrand*, Gallimard, 2015.

Le mur d'argent

Le moment est décisif. À trois mois du scrutin, les sondages lui donnent un net avantage sur Nicolas Sarkozy au second tour. Mais il a retenu la vieille leçon de François Mitterrand : d'abord rassembler son camp au premier tour. Son premier grand discours doit réunir des socialistes divisés par les durs combats de la primaire et fédérer une gauche plus radicale qui s'enflamme aux diatribes de Jean-Luc Mélenchon contre le capital.

François Hollande s'en prend alors à l'éternel adversaire de la gauche : l'argent. Comme Édouard Herriot, qui dénonçait en 1924 le « mur d'argent » dressé contre le Cartel des gauches. Comme François Mitterrand, qui en 1971 fondait le Parti socialiste en pourfendant « l'argent qui corrompt ». « Je vais vous confier une chose, déclare François Hollande au Bourget. Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. »

Triomphe attendu. Et début du grand malentendu. Ces quelques mots, « mon adversaire, la finance », seront inlassablement cités à charge dans le procès en trahison de François Hollande. « Mon adversaire, la finance » est demeuré comme la preuve de la promesse socialiste du candidat, vite oubliée par le président.

Il dit cependant bien d'autres choses au Bourget, François Hollande. Il souligne que la crise est grave, que tout ne sera pas possible. Il avertit que toute nouvelle dépense sera financée par des économies, et que le nombre de fonctionnaires n'augmentera pas. Il promet qu'il tiendra les engagements européens et réduira les

déficits. Il annonce des efforts de compétitivité... Sur l'instant, les médias ne s'y trompent pas. « Hollande s'ancre à gauche, avec un projet prudent », titre *Le Monde*. La philippique contre la finance a marqué, mais pas davantage que les rappels à l'exigence de rigueur. Le dirigeant communiste Pierre Laurent est d'ailleurs déçu, estimant que « sur la finance, on n'entend toujours pas de mesures ». Les commentateurs préfèrent s'attarder sur les passages plus personnels du discours, si rares dans la campagne. Son enfance dans une Normandie « plutôt conservatrice », sa mère qui lui a transmis « l'ambition d'être utile ».

La première promesse de Lorient

Comprendre le grand malentendu du Bourget impose de retourner aux prémices de la campagne victorieuse. Quand ils ne sont pas encore vingt-cinq mille enthousiastes dans la salle, mais moins de cinq cents, plutôt circonspects. Revenons à Lorient, le 27 juin 2009. François Hollande vient de fonder « Répondre à Gauche » avec Stéphane Le Foll, l'un de ses derniers fidèles, et Michel Sapin, Bernard Poignant, Bruno Le Roux, Jean-Yves Le Drian, qui ont également pris le chemin de Lorient. Hollande n'intéresse pas. Il n'apparaît même plus dans les sondages présidentiels. Ou alors, quand *Libération* s'avise en mars 2009 de l'inclure parmi les postulants à la primaire socialiste, il ne recueille qu'un petit 3 % d'intentions, le reléguant bon dernier. Les radars médiatiques sont tournés vers Washington, où le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, se prépare à cueillir ce qui lui semble dû : la présidence de la République.